

SYRIE

Un hélicoptère s'écrase à Damas, les combats font rage

Un hélicoptère de l'armée syrienne s'est écrasé hier lundi à Damas, lors de violents combats entre soldats et rebelles. Ces derniers ont affirmé avoir abattu l'appareil pour venger les centaines de morts suite à l'offensive militaire dans la ville voisine de Daraya.

Dimanche soir, le président Bachar al-Assad a une nouvelle fois promis de vaincre la rébellion «à n'importe quel prix», même si son allié iranien a appelé au dialogue en évoquant une situation militaire «dans l'impasse».

Au nord, la Turquie a temporairement cessé d'accueillir des réfugiés, laissant des milliers d'entre eux bloqués à la frontière.

Dans la capitale, de violentes explosions ont résonné dès l'aube, selon une journaliste de l'AFP. La télévision officielle a annoncé qu'un hélicoptère s'était écrasé près d'une mosquée du quartier de Qaboun, dans l'est de Damas.

Omar al-Qabouni, porte-parole de la brigade rebelle de Badr, a affirmé que ses hommes avaient abattu l'appareil. «C'était une vengeance après le massacre de Daraya», a-t-il dit via Skype à l'AFP. Une vidéo diffusée par des militants a montré un hélicoptère qui a pris feu et tomber à pic près des habitations.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), de violents combats entre l'armée et des rebelles se poursuivaient dans plusieurs quartiers du nord-est de Damas, en particulier à Jobar où l'hostilité au régime est grande,

ainsi que dans la banlieue est de la capitale.

Au moins 20 personnes ont péri dans les violences lundi, selon un décompte provisoire de l'ONG syrienne, dont le bilan pour dimanche s'élève à 149 morts.

Huit civils, dont trois enfants et deux femmes, ont été tués dans un bombardement à Kafar Batna dans la province de Damas, alors que quatre rebelles et six soldats ont péri dans les combats à Joubar et dans la province de Damas.

Un couple est en outre mort dans un assaut de l'armée à Qalaat al-Madiq dans la province de Hama (centre), a ajouté l'OSDH. Des bombardements intenses visaient également, selon l'OSDH, des quartiers d'Alep où se sont retranchés les rebelles, engagés depuis plus d'un mois dans une bataille cruciale dans cette métropole, poumon économique du pays.

A Daraya, à 7 km au sud de Damas, l'OSDH a rapporté que 14 nouveaux cadavres avaient été retrouvés, au lendemain de l'annonce par les rebelles de la découverte d'au moins 320 corps après une offensive de l'armée qui a duré cinq jours. L'opposition et des militants avaient dénoncé un nouveau massacre en diffusant des images,



Photo : DR

non authentifiées, montrant des dizaines de corps. Le régime avait pour sa part affirmé avoir débarrassé Daraya de «terroristes mercenaires» qui avaient commis des «crimes contre les habitants».

Les autorités syriennes ne reconnaissent pas la révolte et estiment que les opposants sont des «terroristes manipulés depuis l'étranger».

Alors que le flot des réfugiés cherchant à fuir les violences ne cesse de gonfler, la Turquie a suspendu pour quelques jours les opérations pour les accueillir, le temps de mettre en place deux nouveaux camps, selon un diplomate turc.

En attendant, 5.000 personnes étaient bloquées à la frontière à

hauteur de la province de Kilis et 2.000 autres aux environs du point de passage de Reyhanli, a-t-il précisé, assurant que ces réfugiés recevaient des vivres et une aide humanitaire.

Le nombre de réfugiés syriens dans les camps en Turquie a doublé ces deux derniers mois pour atteindre quelque 80.000 personnes, et ce pays a prévenu qu'il ne pourrait accueillir plus de 100.000 réfugiés, suggérant la mise en place d'une zone-tampon sous la responsabilité de l'ONU le long de la frontière.

Une réunion ministérielle du Conseil de sécurité de l'ONU est prévue le 30 août pour discuter de l'aide humanitaire et de passages

sécurisés, en l'absence d'un consensus sur un règlement du conflit en Syrie en raison des divergences principalement entre l'Occident et la Russie, pays allié du régime Assad.

En visite dimanche à Damas, le président de la commission parlementaire iranienne pour la politique étrangère, Alaeddine Boroujerdi, dont le pays est un autre allié clé du pouvoir en Syrie, a estimé que la solution au conflit ne pouvait être que politique.

«La solution militaire est dans l'impasse», a-t-il insisté en appelant la rébellion syrienne «à mettre les armes de côté et à favoriser la solution politique», en allusion au dialogue entre le régime et l'opposition. L'Iran a annoncé qu'il présenterait au sommet des Non-Alignés qu'il accueille jeudi, une «proposition» dont les détails n'ont pas été révélés, pour un règlement de la crise.

En recevant M. Boroujerdi, M. Assad a pourtant promis de vaincre la rébellion à «n'importe quel prix». «Le peuple syrien ne permettra pas au complot étranger de réussir», a-t-il insisté.

Depuis le début de la révolte qui s'est transformée en guerre civile en raison de la répression menée par le régime, les violences ont fait plus de 25.000 morts, selon l'OSDH. Il n'est pas possible de confirmer ce bilan de source indépendante compte tenu des restrictions imposées aux médias.

TUNISIE

Tensions au sommet de l'État

Le parti du président tunisien Moncef Marzouki a maintenu hier lundi à sa tête un ministre démissionnaire après un conflit avec ses alliés islamistes, dans un contexte de tensions grandissantes entre ces deux partenaires au gouvernement.

Mohamed Abbou, un avocat de 46 ans qui a connu la prison sous le régime de Zine el-Abidine Ben Ali, a été réélu à la tête du Congrès pour la République (CPR), à l'issue du congrès du parti.

Cette réunion s'était ouverte vendredi et a été marquée par une lettre du chef de l'Etat tirant à boulets rouges sur les islamistes d'Ennahda.

Ce maintien semble confirmer cette ligne. M. Abbou ayant démissionné fin juin du poste de ministre de la Réforme administrative, estimant que le Premier ministre Hamadi Jebali ne le laissait pas exercer ses prérogatives de lutte contre la corruption.

Néanmoins, la motion politique adoptée par le congrès du CPR et déterminant le programme du parti en vue d'élections prévues en 2013 n'a pas encore été publiée, si bien que son positionnement exact par rapport à Ennahda n'est pas encore connu.

Le CPR, un second parti de centre-gauche, Ettakatol, et Ennahda ont constitué une alliance pour gouverner la Tunisie après les élections d'octobre dernier ayant formé l'Assemblée nationale constituante (ANC).

Mais les tensions se sont multipliées, le président Marzouki ayant lancé un pavé dans la marre avec sa lettre au congrès du parti dans laquelle il accuse les islamistes de visées hégémoniques.

«Ce qui complique la situation, c'est le sentiment grandissant que nos frères d'Ennahda s'emploient à contrôler les rouages administratifs et politiques de l'Etat», a-t-il écrit, dénonçant des «pratiques» rappelant «l'ère révolue» de Ben Ali. Plusieurs ministres islamistes ont alors réclamé que M. Marzouki dise clai-

rement s'il soutenait la coalition ou s'il était dans l'opposition.

Des journaux tunisiens constataient dès lors hier lundi que la «troïka» au pouvoir était mal en point.

«Moncef Marzouki n'y est pas allé avec le dos de la cuillère», relève le quotidien la Presse dans un commentaire.

«L'incident est majeur. Il est en même temps révélateur de l'état d'esprit de la troïka au gouvernement, celle-là même qui affichait il y a peu son indéfectible union à toute épreuve», poursuit le journal pour qui «le plus difficile reste à venir».

Ce coup d'éclat intervient alors que l'ANC ne parvient pas à un consensus sur une nouvelle Constitution. Sa rédaction était censée s'achever en octobre 2012, mais elle va prendre des mois de retard et le calendrier des élections, prévues en mars à l'origine, s'en trouve bouleversé.

Ennahda insiste sur l'instauration d'un régime parlementaire pur, alors que ses partenaires militent pour que la présidence garde des prérogatives importantes.

Par ailleurs, l'opposition, la société civile et les médias multiplient les critiques contre les islamistes.

Ces derniers sont accusés tous azimuts de chercher à museler la presse, de s'attaquer aux droits des femmes, d'orchestrer une islamisation rampante de la société et de complaisance à l'égard de fondamentalistes religieux responsables de plusieurs opérations coup-de-poing ces dernières semaines.

Enfin, les opposants reprochent à M. Marzouki, un opposant historique à Ben Ali et militant des droits de l'Homme, et au CPR de s'être effacés devant Ennahda.

Plusieurs députés du parti ont d'ailleurs fait défection ces derniers mois. L'un d'entre eux, Taher Hmila, a même réclamé mi-août une expertise médicale du chef de l'Etat, laissant entendre qu'il n'avait pas toutes ses facultés mentales.

SAHARA OCCIDENTAL

Le Polisario appelle Ross à arrêter un calendrier précis et une date limite pour la tenue d'un référendum d'autodétermination

Le Front Polisario a appelé l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Christopher Ross, à accélérer le processus des négociations en arrêtant un calendrier précis et une date limite pour la tenue d'un référendum d'autodétermination en vue de mettre un terme au conflit maroco-sahraoui qui a trop duré au Sahara occidental.

Le Front Polisario a exhorté le Conseil de sécurité à prendre en charge directement les négociations et à accélérer le processus en arrêtant un calendrier précis et une date limite pour la tenue d'un référendum d'autodétermination, a indiqué hier lundi l'agence de presse sahraouie (SPS), citant le coordinateur sahraoui avec la Minurso, Mhamed Khadad.

Le Polisario a appelé M. Ross à tenir sa promesse de visiter le Sahara occidental et à accélérer le processus de négociations pour la tenue d'un référendum d'autodétermination après la confirmation par le secrétaire général de l'ONU de son envoyé personnel pour le Sahara occidental.

Le Front Polisario, qui prend note de la confirmation par le secrétaire général de l'ONU de son envoyé personnel pour le Sahara occidental, appelle M. Ross à tenir sa promesse de visiter la région, y compris le Sahara occidental, comme convenu par les deux parties et appuyé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2044 du 24 avril 2012, a affirmé M. Khadad.

Pour le Polisario, il reste entendu que les négociations entre le Front Polisario et le Maroc se déroulent «sur la base du mandat du Conseil de sécurité pour trouver une solution juste et durable au conflit de décolonisation du Sahara occidental garantissant le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination», a ajouté le coordinateur sahraoui.

Après des mois de blocage inutile et des années de souffrance du peuple sahraoui, le Front Polisario espère une reprise rapide des négociations et appelle le Conseil de sécurité à prendre la situation en main, conformément aux recommandations du droit international et des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, a souligné M. Khadad.